



Numéro 581 du Vendredi 9 au Jeudi 15 Janvier 2004

Une année qui s'annonce difficile

La trêve des confiseurs à peine terminée, nous sommes confrontés de nouveau à la dure réalité, à commencer par cette catastrophe aérienne qui a endeuillé plus d'une centaine de familles de notre pays.

Mais c'est aussi dans un climat économique et social morose que nous débutons cette année.

Signe annonciateur de cette morosité : la consommation des ménages. Dans un contexte de hausse des prix et de dégradation du marché du travail, celle-ci tourne au ralenti, ce qui fragilise la reprise de la croissance tant annoncée par le gouvernement Chirac.

Cette tendance à la limitation des dépenses est amplifiée par les craintes que suscitent les annonces de ces dernières semaines dont voici quelques exemples.

Ce début d'année 2004 est marqué par l'entrée en vigueur du Revenu minimum d'activité (RMA), avec à la clé, la précarisation des embauches et de nouveaux cadeaux au patronat qui pourra utiliser une main d'œuvre à bon marché, sans compter que le développement de celle-ci leur permettra de faire pression sur l'ensemble des salariés et tirer les salaires et les statuts vers le bas.

2004 est également l'entrée en vigueur de la nouvelle convention UNEDIC qui réduit les allocations chômage. Mais les chômeurs n'entendent pas en rester là, dans plusieurs départements, nombre d'entre eux vont attaquer les ASSEDIC devant les Tribunaux de Grande Instance pour « *rupture abusive de contrat* ». Le contrat PARE qu'ils ont signé devenant caduque avant la date matériellement prévue.

Quand on ajoute à toutes ces nouvelles mesures celles qui touchent les fonctionnaires, à savoir l'austérité salariale et budgétaire, l'introduction progressive de la rémunération au mérite et la baisse d'effectifs, on peut s'attendre dans les mois qui viennent à quelques soubresauts sociaux.

D'autant que lors de ses vœux télévisés, Jacques Chirac a placé l'année 2004 sous le signe de l'emploi avec une loi qui doit permettre aux entreprises d'embaucher plus facilement en allégeant les contraintes, c'est-à-dire un allègement des réglementations sociales, donc moins de sécurité pour les embauchés.

Tout montre que l'ensemble de la politique de ce gouvernement appelle à une riposte sans faille pour construire autre chose. Les élections cantonales et régionales seront une étape décisive pour marquer notre mécontentement.

Marie-Serge OPIGEZ